

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**Mirabaud & Cie (Europe) S.A.**

Société de droit étranger

Siège social : 6B, rue du Fort Niedergruenewald L-2226 Luxembourg

Succursale en France : 13, avenue Hoche - 75008 PARIS

R.C.S. Luxembourg B 181.645

**Comptes annuels au 31 décembre 2023****RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE****Rapport d'audit des comptes annuels*****Opinion***

Nous avons procédé à la vérification légale des comptes annuels de Mirabaud & Cie (Europe) S.A. (la « Banque »), comprenant le bilan au 31 décembre 2023, le compte de résultat (profits et pertes) pour l'exercice clos à la même date et les notes explicatives aux comptes annuels, notamment une synthèse des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels joints aux présentes, arrêtés au 31 décembre 2023, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Banque pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg pour l'établissement et la présentation des comptes annuels.

***Fondement de notre opinion***

Nous avons réalisé notre audit conformément aux dispositions du Règlement UE n° 537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de réviseur d'entreprises (la Loi du 23 juillet 2016) et des normes internationales d'audit (*International Standards on Auditing*, ISA) adoptées pour le Luxembourg par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). Conformément aux dispositions du Règlement UE n° 537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes internationales d'audit (ISA) adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nos responsabilités sont celles qui sont détaillées sous le titre chapitre « Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé à l'égard des comptes annuels » du présent rapport. Nous sommes par ailleurs indépendants de la Banque, conformément au Code international de déontologie comptable (*International Code of Ethics for Professional Accountants*), incluant les Normes internationales d'indépendance (*International Independence Standards*), établi par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable (*International Ethics Standards Board for Accountants*) (Code IESBA) adopté pour le Luxembourg par la CSSF, ainsi qu'aux règles d'éthique qui s'appliquent à la vérification des comptes annuels à laquelle nous avons procédé, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités dans le respect desdites règles déontologiques. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

***Éléments significatifs de l'audit***

Les éléments significatifs de l'audit (*Key Audit Matters*, « KAM ») sont les points qui, selon notre appréciation professionnelle, nous sont apparus comme les plus importants lors de notre audit des comptes annuels de la période sous examen. Ces éléments ont été abordés de manière globale tant dans le cadre de notre audit des comptes annuels que lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur ces éléments.

<b>Éléments significatifs de l'audit</b> <b>Commissions perçues</b>	<b>Notre réponse</b>
<p>Les commissions perçues s'élèvent à 29633638 EUR au 31 décembre 2023 et représentent 60 % du revenu de la Banque.</p> <p>Les commissions perçues constituent la principale source de revenus de la Banque et sont principalement composées de commissions de négociation et d'administration (respectivement 35 % et 65 % des commissions).</p> <p>Les commissions perçues présentent un risque accru d'erreur en raison de leur nature non standard. La plupart des clients ont des accords discrétionnaires sur les commissions qui s'écartent du barème standard applicable.</p> <p>En conséquence, la comptabilisation des commissions perçues est considérée comme un élément significatif de l'audit en raison de l'importance de leur poids dans le résultat de la Banque, du volume élevé des transactions et de leur enregistrement dans le système.</p>	<p>Dans le cadre de notre audit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nous avons obtenu une bonne compréhension du processus des commissions perçues et avons examiné les contrôles clés. Nous avons examiné la conception et la mise en œuvre des procédures et processus concernant l'établissement, l'enregistrement et l'examen des commissions perçues.</li> <li>• Nous avons effectué un nouveau calcul indépendant portant sur un échantillon de commissions liées à la négociation en obtenant l'accord sur les frais non standard appliqués, et nous avons vérifié l'existence et l'évaluation de la transaction sous-jacente.</li> <li>• Nous avons effectué un nouveau calcul indépendant portant sur un échantillon de commissions d'administration en obtenant l'accord sur les frais non standard appliqués et avons effectué un rapprochement des actifs sous-jacents et des preuves externes.</li> </ul>

## Autres sujets

Les comptes annuels de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été audités par un autre réviseur d'entreprises, qui a exprimé une opinion non modifiée sur ces comptes le 4 avril 2023.

## Informations complémentaires

La responsabilité des informations complémentaires incombe au Conseil d'administration. Les informations complémentaires se composent des informations figurant dans le rapport annuel, comprennent le rapport de gestion, mais excluent les comptes annuels et notre rapport du réviseur d'entreprises agréé.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux informations complémentaires, à l'égard desquelles nous ne formulons aucun type de conclusion ou d'assurance.

Toutefois, il nous appartient, dans le cadre de notre vérification des comptes annuels, de lire ces informations complémentaires et d'apprécier si ces dernières présentent des incohérences majeures par rapport aux comptes annuels ou à la connaissance que nous avons acquise au cours de notre audit, ou encore si elles semblent comporter des anomalies significatives. Si les travaux que nous avons menés nous amènent à conclure que ces informations complémentaires comportent des anomalies significatives, nous sommes tenus de le signaler. En l'occurrence, nous n'avons rien à signaler à cet égard.

## Responsabilités du Conseil d'administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des présents comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Dans le cadre de la préparation des comptes annuels, le Conseil d'administration est tenu de déterminer la capacité de la Banque à poursuivre ses activités, en communiquant, le cas échéant, sur des aspects liés à cette capacité et en assurant une comptabilité axée sur la continuité d'exploitation, à moins que le Conseil d'administration n'ait pour intention de mettre en liquidation la Banque ou de mettre fin à ses activités, ou qu'il n'ait d'autre possibilité réaliste.

**Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé à l'égard des comptes annuels**

Notre vérification vise à acquérir l'assurance raisonnable que les comptes annuels dans leur ensemble ne présentent aucune anomalie significative due à une fraude ou à une erreur, et à établir un rapport du réviseur d'entreprises agréé exprimant notre opinion à cet égard. Une « assurance raisonnable » constitue un niveau de certitude élevé, mais n'est pas une garantie en soi qu'un audit mené conformément aux dispositions du Règlement UE n° 537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA adoptées pour le Luxembourg par la CSSF détectera systématiquement une éventuelle anomalie significative. Qu'elle soit le fait d'une fraude ou d'une erreur, une anomalie est considérée comme significative si l'on peut estimer que, seule ou conjointement avec d'autres, cette anomalie est susceptible d'influer sur les décisions économiques des lecteurs des présents comptes annuels.

Lorsque nous réalisons un audit conformément aux dispositions du Règlement UE n° 537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes internationales d'audit adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement et notre sens critique professionnels tout au long de notre travail. Par ailleurs,

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, dans la mesure où la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous veillons à acquérir une bonne compréhension des aspects du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion quelconque sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- Nous évaluons le bien-fondé des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'administration, ainsi que le caractère raisonnable des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- Nous nous prononçons sur le bien-fondé de l'application par le Conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, sur l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou des situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du réviseur d'entreprises agréé sur les informations concernées fournies dans les comptes annuels ou, si ces informations ne sont pas adéquates, de revoir notre opinion. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du réviseur d'entreprises agréé. Cependant, des situations ou des événements à venir pourraient conduire la Banque à cesser son exploitation ;
- Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et des informations connexes, et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance de la Banque pour les informer, entre autres, du périmètre des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus, ainsi que des observations importantes découlant de notre travail, et notamment toute faiblesse significative du contrôle interne que nous pourrions identifier au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance de la Banque une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes en matière d'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance et, le cas échéant, les mesures prises pour éliminer les menaces ou les mesures de sauvegarde mises en place.

Parmi les éléments communiqués aux responsables de la gouvernance de la Banque, nous déterminons les points qui ont été les plus importants dans l'audit des comptes annuels de la période considérée, qui sont de ce fait les « éléments significatifs de l'audit » (KAM). Nous décrivons ces éléments dans notre « rapport de réviseur d'entreprises agréé », sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

**Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par le Conseil d'administration le 1<sup>er</sup> septembre 2023. La durée totale de notre mission sans interruption, compte tenu des reconductions et renouvellements antérieurs, est d'un an.

Le rapport de gestion est conforme aux comptes annuels et a été établi conformément aux prescriptions légales applicables.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que des services d'audit, interdits par le Règlement UE n° 537/2014 et que nous avons mené à bien notre mission d'audit en toute indépendance vis-à-vis de la Banque.

Pour Deloitte Audit, Cabinet de révision agréé

Jérémy Pagès, Réviseur d'entreprises agréé  
Associé

29 avril 2024

**Bilan**

Au 31 décembre 2022  
(libellés en EUR)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux</b>	<b>24</b>	<b>278000000</b>	<b>91430712</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>2.10, 3, 24</b>	<b>10604503</b>	<b>20498112</b>
a) à vue		10604503	20498112
b) autres créances			
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>2.10, 8, 24</b>	<b>146947120</b>	<b>179264858</b>
<b>Titres de créances (Obligations) et autres titres à revenu fixe</b>	<b>4</b>	<b>57655405</b>	<b>149437812</b>
a) des émetteurs publics		57655405	149437812
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5</b>	<b>55218</b>	<b>123399</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5</b>	<b>4342658</b>	<b>4263042</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>2.10 6</b>	<b>19222257</b>	<b>21220838</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		<b>284279</b>	<b>166781</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>7</b>	<b>517111441</b>	<b>466405554</b>
<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>9, 24</b>	<b>208330371</b>	<b>4878506</b>
a) à vue			4878506
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>24</b>	<b>258482100</b>	<b>416795797</b>
a) à vue		258482100	416795797
<b>Autres passifs</b>	<b>2.10, 10</b>	<b>20674386</b>	<b>12804947</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		<b>-</b>	<b>384381</b>
<b>Provisions</b>		<b>1277689</b>	<b>1969170</b>
a) provisions pour impôts	2.10	-	319170
b) autres provisions		1277689	1650000
<b>Capital souscrit</b>	<b>11, 12</b>	<b>33214000</b>	<b>33214000</b>
<b>Prime d'émission</b>	<b>11, 12</b>	<b>8467704</b>	<b>8467704</b>
<b>Réserves</b>	<b>12</b>	<b>205176</b>	<b>209621</b>
<b>Résultats reportés</b>	<b>12</b>	<b>(12318572)</b>	<b>(11289005)</b>
<b>Bénéfice ou (perte) de l'exercice</b>	<b>12</b>	<b>(1221414)</b>	<b>(1029567)</b>
<b>Total du passif</b>	<b>13</b>	<b>517111440</b>	<b>466405554</b>
	<b>Notes</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Passifs éventuels</b>	<b>15, 24</b>	<b>20356787</b>	<b>31551056</b>
<i>dont :</i>			
- cautionnements et actifs donnés en garantie		20356787	31551056
<b>Opérations fiduciaires</b>		<b>214817195</b>	<b>166044171</b>
<b>Engagements</b>	<b>16</b>	<b>907106</b>	<b>0</b>

## Compte de résultat (Compte de profits et pertes)

Pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2023

	Notes	2023	2022
Intérêts et produits assimilés	2.10	11506253	3825164
Intérêts et charges assimilées	2.10	(1268528)	(662295)
Commissions perçues	2.10	29633638	34727754
Commissions versées	2.10	(6400962)	(6999034)
Résultat provenant d'opérations financières	2.10	7946565	2239133
Autres produits d'exploitation	19	1229675	1124255
Dépenses générales et autres frais administratifs		(39923616)	(32616011)
a) frais de personnel	2.10, 21, 22	(22799871)	(19593157)
dont :			
- salaires et traitements		(17585162)	(14461486)
- charges sociales		(3569311)	(2994327)
dont :			
- charges sociales couvrant la pension		(2772712)	(2359361)
b) autres frais administratifs	2.10, 20	(17123746)	(13022854)
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	2.10	(869233)	(1604668)
Actif			
Autres charges d'exploitation	2.10, 19	(822296)	(702782)
Bénéfice ou (perte) provenant des activités ordinaires avant impôts		1031496	(668484)
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	2.10	(1580755)	(275579)
Autres impôts non repris dans les postes ci-dessus	2.10	(672154)	(85504)
Bénéfice ou (perte) de l'exercice		(1221414)	(1029567)

## Notes annexes aux comptes annuels

Au 31 décembre 2023

### Note 1 - Généralités

#### 1.1. Constitution et administration de la Banque

Mirabaud & Cie (Europe) S.A. – ci-après « la Banque » – a été constituée à Luxembourg le 4 novembre 2013 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Banque est autorisée à exercer toutes les activités bancaires conformément à la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier, et ses modifications ultérieures.

La Banque est détenue intégralement (filiale à 100%) par Mirabaud S.C.A., ci-après l'« Actionnaire unique », une société en commandite par actions de droit suisse dont le siège social est établi 29, boulevard Georges Favon, CH-1204 Genève.

Par décision du 8 décembre 2014, l'Actionnaire unique a décidé d'approuver et de procéder à la fusion par absorption avec transfert par Mirabaud France S.A., au titre d'une transmission universelle de l'ensemble de son patrimoine actif et passif à la Banque, conformément aux articles 1020-3 (anciennement 259) et 1021-17 (anciennement 274) de la Loi du 10 août 1915, et conformément au projet de fusion, sans exception ni réserve.

En vertu d'une décision du 16 décembre 2014, l'Actionnaire unique a décidé d'approuver et de procéder à la fusion par absorption avec transfert par Mirabaud Finanzas, Sociedad de Valores, S.A., au titre d'une transmission universelle de l'ensemble de son patrimoine actif et passif à la Banque, conformément aux articles 1020-3 (anciennement 259) et 1021-17 (anciennement 274) de la Loi du 10 août 1915, et conformément au projet de fusion, sans aucune exception ni réserve.

Les actifs et les passifs de Mirabaud France S.A. et de Mirabaud Finanzas, Sociedad de Valores, S.A. ont été répartis en deux nouvelles succursales, respectivement Mirabaud & Cie (Europe) S.A., à Paris, et Mirabaud & Cie (Europe) S.A., à Madrid. La constitution desdites succursales a pris effet le 30 septembre 2014.

A compter du 31 décembre 2014, les comptes annuels des succursales sont inclus dans ceux de la Banque. Les comptes annuels des succursales ont été préparés conformément aux règles applicables dans leur pays respectif. Les ajustements nécessaires ont été apportés à ces comptes annuels de manière à les adapter aux principes comptables en vigueur au Luxembourg.

Le 7 janvier 2016, la Banque d'Angleterre a autorisé l'établissement d'une succursale de la Banque au Royaume-Uni (la Succursale britannique). La Succursale britannique a démarré ses activités commerciales le 11 juillet 2016 ; son objectif principal étant de récupérer le portefeuille de clients privés, géré jusqu'à ce jour par Mirabaud Asset Management Limited, société sœur de la Banque, établie au Royaume-Uni.

## 1.2. Nature de l'activité de la Banque

La Banque a pour objet d'exercer toutes activités bancaires et financières qu'un établissement de crédit est autorisé à exercer en vertu de la Loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée ultérieurement.

La Banque peut prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans des entités du secteur financier ou en dehors, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, par achat, vente ou autre mode, d'actions, d'obligations, certificats d'obligations, certificats de créances, bons et toutes autres valeurs mobilières, et effectuer l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Banque peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'effets, obligations, certificats de créances et titres représentatifs de dette de toute espèce.

La Banque peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou autres, mobilières et immobilières, pour son propre compte et pour le compte de tiers, se rapportant directement ou indirectement à son objet ou étant de nature à en favoriser la réalisation.

La Société peut accomplir son objet au Luxembourg et à l'étranger. Elle peut ouvrir ou détenir toutes succursales et constituer toutes filiales au Luxembourg et à l'étranger. Au 31 décembre 2023, la Banque a établi trois succursales respectivement à Paris, Madrid et Londres.

## 1.3. Comptes annuels

L'exercice comptable de la Banque coïncide avec l'année civile.

La Banque établit ses comptes annuels en euros (EUR), qui est également la devise dans laquelle est libellé son capital social.

### ***Note 2 - Résumé des principales méthodes comptables***

Les comptes annuels de la Banque ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg et plus précisément la Loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

Les méthodes comptables et les principes d'évaluation sont, en sus de ceux établis par la loi et la réglementation luxembourgeoises, déterminés et appliqués par le Conseil d'administration.

Les principales méthodes comptables sont exposées ci-après :

### **2.1. Conversion des devises étrangères**

La Banque utilise un système de comptabilisation multi-devises qui consiste à maintenir les postes d'actif et de passif dans leurs devises d'origine.

Les actifs, les passifs et les éléments hors bilan libellés en devises autres que l'euro (EUR) sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les produits et les charges libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date des transactions.

Les différences de change résultant de la conversion d'actifs et de passifs libellés en devises sont comptabilisées comme gains ou pertes de change, à l'exception de ceux relevant d'actifs et de passifs spécifiquement couverts par des opérations de change à terme (« swaps »).

Les résultats des contrats de change à terme ouverts, liés aux opérations au comptant et aux opérations de « swap » sont comptabilisés au *prorata temporis* à la date de clôture du bilan. Les résultats de valorisation de ces transactions ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice.

Les opérations de change à terme non couvertes sont valorisées individuellement aux taux de change à terme en vigueur à la date du bilan. Les plus-values latentes sont ignorées tandis que les moins-values non réalisées font l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan sous la rubrique « Provisions : autres provisions ».

Les taux de change en vigueur aux 31 décembre 2023 et 2022 des principales devises utilisées par la Banque sont les suivants :

		2023		2022	
1 EUR	=	1.1045	USD	1066	USD
1 EUR	=	0.9313	CHF	0986	CHF
1 EUR	=	0.8670	GBP	0887	GBP

## 2.2. Portefeuille de valeurs mobilières

Les titres de créance (obligations) et autres titres à revenu fixe, ainsi que les actions et autres titres à revenu variable sont valorisés différemment selon leur classification dans une des catégories suivantes :

- portefeuille de négociation ;
- portefeuille de placement ;
- portefeuille des immobilisations financières.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, la Banque ne détenait pas d'actions ni d'autres titres à revenu variable.

## 2.2. Portefeuille de valeurs mobilières (suite)

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les titres de créance (obligations) et autres titres à revenu fixe détenus par la Banque étaient tous classés dans le portefeuille de placement. Les titres détenus dans le portefeuille de placement ont été achetés dans l'intention de les revendre à moyen terme.

Les obligations et autres titres à revenu fixe ou variable sont initialement comptabilisés, à la date d'acquisition, à leur prix d'achat, frais accessoires inclus, à l'exception des intérêts courus non échus à cette date. Sans préjudice du traitement comptable spécifique des obligations émises sur une base actualisée (« Obligations à coupon zéro »), les intérêts courus non échus depuis la dernière date de paiement du coupon (ou depuis l'émission du titre) sont imputés au poste « Comptes de régularisation ».

Les titres sont valorisés soit au prix d'acquisition le plus bas, soit à leur valeur de marché qui, dans le cas des titres cotés, correspond aux cours de bourse en vigueur à la date du bilan. Par conséquent, les plus-values latentes ne sont pas prises en compte et les moins-values non réalisées font l'objet de corrections de valeur. Ces corrections de valeur ne sont annulées que lorsque les raisons pour lesquelles elles ont été faites cessent de s'appliquer.

Les plus-values et moins-values réalisées sur titres de créance et autres titres à revenu fixe sont calculées sur la base du coût moyen pondéré.

## 2.3. Instruments financiers dérivés

Les engagements de la Banque découlant d'instruments financiers dérivés tels que les swaps de taux d'intérêt, les contrats de garantie de taux et les contrats à terme sur instruments financiers sont comptabilisés comme éléments hors bilan à la date de l'opération.

Au besoin, une provision est constatée en fin d'exercice en cas de perte individuelle non réalisée résultant de la réévaluation des engagements de la Banque à la valeur de marché. Cette provision est portée au passif du bilan sous la rubrique « Provisions : autres provisions ».

Aucune provision n'est constatée dans les cas où un instrument financier couvre clairement un actif ou un passif et qu'il se rapporte à une unité économique établie ou lorsqu'un instrument financier est couvert par une opération de cession temporaire de sorte qu'il n'existe pas de position ouverte.

## 2.4. Créances

Les créances sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition. La Banque a pour politique d'apporter des corrections de valeur en fonction des circonstances et des montants déterminés par les instances responsables de manière à donner à ces éléments la valeur la plus basse qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeur sont déduites des postes d'actif concernés et ne sont pas maintenues si les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

## 2.5. Dettes

Les dettes sont inscrites au passif à leur montant de remboursement.



## 2.6. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés.

Les logiciels sont amortis de façon linéaire sur une période de trois ans.

## 2.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur coût d'acquisition diminué des réductions de valeur et amortissements cumulés.

L'équipement et le mobilier sont amortis de façon linéaire sur 10 ans.

Le matériel informatique est amorti de façon linéaire sur 5 ans.

## 2.8. Impôts

La Banque est soumise aux taxes et impôts applicables aux sociétés luxembourgeoises.

Les impôts sont imputés au compte de résultat sur la base de la comptabilité d'engagement, et non sur l'exercice au cours duquel le paiement a lieu. Par conséquent, des dispositions fiscales ont été comptabilisées pour les exercices pour lesquels aucune évaluation finale n'a été émise par les autorités fiscales.

## 2.9. Provisions

Elles sont appelées à couvrir des pertes qui sont soit certaines soit susceptibles d'être encourues et qui sont clairement définies par nature, mais dont le montant ou la date de survenance sont incertains à la date de clôture du bilan.

## 2.10. Balance comparative

Afin de présenter la balance comparative, les changements de classification suivants ont été apportés :

- Le solde de trésorerie d'un établissement de crédit pour un montant de 843325 EUR a été présenté en 2023 dans le compte « Créances sur les établissements de crédit », tandis que le solde de 488135 EUR pour 2022 est présenté dans le compte « Créances sur la clientèle »
- La TVA a été présentée sur une base nette en 2023, ce qui a conduit à un solde net de (1150158) EUR présenté dans le compte « Autres passifs », tandis que les soldes de 2022 bruts de 732754 EUR sont présentés dans le compte « Autres actifs » et (1145908) EUR dans le compte « Autres passifs »
- Les intérêts perçus pour un montant de 594171 EUR ont été présentés en 2023 dans le compte « Intérêts perçus », tandis que le solde de 2022 d'un montant de 120950 EUR est présenté dans le compte « Commissions perçues »
- Les plus-values de change réalisées pour un montant de 2791354 EUR ont été présentées en 2023 dans le compte « Résultat provenant d'opérations financières », tandis que le solde de 2022 d'un montant de 1435489 EUR est présenté dans le compte « Commissions perçues »
- Les moins-values de change réalisées pour un montant de (176061) EUR ont été présentées en 2023 dans le compte « Résultat provenant d'opérations financières », tandis que le solde de 2022 d'un montant de (137084) EUR est présenté dans le compte « Commissions versées »
- Les frais de location d'un montant de (553570) EUR ont été présentés en 2023 dans le compte « Dépenses générales et autres frais administratifs », tandis que les soldes de 2022, de (506000) EUR et (10862) EUR, sont respectivement présentés dans les comptes « Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles » et « Intérêts versés »
- Les frais de représentation, d'un montant de (372512) EUR, ont été présentés en 2023 dans le compte « Autres frais administratifs », tandis que le solde de (231627) EUR relatif à l'exercice 2022 est présenté dans le compte « Frais de personnel »
- L'impôt sur la fortune, d'un montant de (283845) EUR, a été présenté en 2023 dans le compte « Autres impôts non repris dans les postes ci-dessus », tandis que le solde pour l'exercice 2022 de (176680) EUR est présenté dans le compte « Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires ».

Par ailleurs, l'impôt sur la fortune versé, d'un montant de (283845) EUR, a été présenté en 2023 dans le compte « Autres passifs », tandis que le solde de 2022, d'un montant de (319170) EUR, est présenté dans « Provisions pour impôts ».

## Note 3 - Créances sur les parties liées

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les créances sur les parties liées se composaient essentiellement comme suit :

	2023 EUR	2022 EUR
Créances sur les établissements de crédit	5093343	10943085
	<b>5093343</b>	<b>10943085</b>

S'agissant du respect de l'article 395, paragraphe 1, du Règlement (UE) n° 575/2013 (CRR) concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux fonds d'investissement, la Banque a informé la CSSF de sa décision d'utiliser la limite de 100 %, au lieu de 25 %, des fonds propres éligibles de la Banque lorsqu'il existe une exposition à un établissement de crédit ou à un groupe de clients liés comprenant un ou plusieurs établissements de crédit, conformément aux prescriptions de l'article 395, paragraphe 1, du Règlement (UE) n° 575/2013.

Cette limite de 100 % des fonds propres de la Banque s’applique entre autres à Mirabaud & Cie Genève.

**Note 4 - Titres de créance (obligations) et autres titres à revenu fixe**

Aux 31 décembre 2023 et 2022, le portefeuille des titres de créance (obligations) et autres titres à revenu fixe se composait exclusivement de titres cotés en bourse. Les titres de créance (obligations) et autres titres à revenu fixe détenus par la Banque sont tous répertoriés dans le portefeuille de placement pour une valeur de 57655405 EUR (2022 : 149437812 EUR).

Au 31 décembre 2023, les titres de créance (obligations) et autres titres à revenu fixe présentaient les échéances suivantes :

Jusqu’à 3 mois :	57655405	EUR
De 3 à 12 mois :	-	EUR
De 1 à 5 ans :	-	EUR

Au 31 décembre 2023, la juste valeur des titres détenus dans le portefeuille d’investissement de la Banque s’élevait à : 57953006 EUR (31 décembre 2022 : 150059739 EUR).

Au 31 décembre 2022, les titres de créance (obligations) et autres titres à revenu fixe présentaient les échéances suivantes :

Jusqu’à 3 mois :	149437812	EUR
De 3 à 12 mois :	---	EUR
De 1 à 5 ans :	---	EUR

Aux 31 décembre 2023 et 2022, le portefeuille ne comportait aucune correction de valeur.

Au 31 décembre 2023, la répartition géographique des titres de créance (obligations) et autres titres à revenu fixe se présente comme suit :

Pays	Titres de créance (Obligations) EUR	%
Etats-Unis	43354115	75,2 %
Royaume-Uni	10345433	17,9 %
Suisse	3955857	6,9 %
<b>Total</b>	<b>57655405</b>	<b>100 %</b>
Corrections de valeur	0	0 %
<b>Montant net</b>	<b>57655405</b>	<b>100 %</b>

Au 31 décembre 2022, la répartition géographique des titres de créance (obligations) et autres titres à revenu fixe se présentait comme suit :

Pays	Titres de créance (Obligations) EUR	%
Etats-Unis	120433028	80,6 %
Royaume-Uni	22931138	15,3 %
Suisse	6073646	4,1 %
<b>Total</b>	<b>149437812</b>	<b>100 %</b>
Corrections de valeur	0	0
<b>Montant net</b>	<b>149437812</b>	<b>100 %</b>

**Note 5 - Variations de l'actif immobilisé**

Au cours de l'exercice 2023, l'actif immobilisé de la Banque a enregistré les variations suivantes (en EUR) :

Postes	Valeur brute au début de l'exercice	Investis.	Désinvestis.	Valeur brute à la fin de l'exercice	Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	Corrections de valeur	Corrections de valeur cumulées à la fin de l'exercice	Valeur comptable nette au début de l'exercice	Valeur comptable nette à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>9137386</b>	<b>867757</b>	<b>(403074)</b>	<b>9602069</b>	<b>(4874308)</b>	<b>(385103)</b>	<b>(5259411)</b>	<b>4263042</b>	<b>4342658</b>
dont :									
Terrains et bâtiments	1352124	-	-	1352124	(44007)		(54361)	1308117	1297762
Aménagement de bâtiments	3501269	795674	(403074)	3893870	(1610096)	(385103)	(1534082)	1891137	2359788
					)		)		
Mobilier et équipement	875034	42937	-	917971	(779133)		(821786)	95901	96185
Matériel informatique	3408959	29146	-	3438104	(2441072)		(2849182)	967887	588923
					)		)		
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>880048</b>	<b>39273</b>	<b>-</b>	<b>919321</b>	<b>(756649)</b>	<b>(107454)</b>	<b>(864103)</b>	<b>123399</b>	<b>55218</b>
dont :									
Logiciels	880048	39273	-	919321	(756649)	(107454)	(864103)	123399	55218

**Note 6 - Autres Actifs**

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les autres actifs se composent des éléments suivants :

	2023 EUR	2022 EUR
Métaux précieux <sup>(1)</sup>	7925031	9988094
Commissions perçues	4376035	5006170
Créances diverses <sup>(2)</sup>	2439440	713156
Acomptes d'impôts	1686000	3001974
Acomptes aux fournisseurs	1194200	1252816
Cautionnements	342648	238402
TVA perçue (note 2.10)	0	732754
Autre	1253448	287470
	<b>19222257</b>	<b>21220838</b>

<sup>(1)</sup> Les métaux précieux sont détenus auprès de parties liées.

<sup>(2)</sup> Les créances diverses se composent essentiellement d'opérations financières en attente de règlement, effectuées pour le compte de clients.

**Note 7 - Actifs libellés en devises étrangères**

Au 31 décembre 2023, le montant global des éléments d'actif de la Banque, libellés dans une monnaie autre que l'euro, après conversion en euro, s'élève à 107943684 EUR (2022 : 220108750 EUR).

**Note 8 - Actifs donnés en garantie**

Aux 31 décembre 2023 et 2022, aucun actif de la Banque n'est utilisé comme garantie d'une dette propre ou d'une dette envers des tiers.

**Note 9 - Dettes envers les établissements de crédit**

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les montants dus aux établissements de crédit qui sont des parties liées sont les suivants :

	2023 EUR	2022 EUR
Dettes envers les entreprises liées	197570903	4859851
	<b>197570903</b>	<b>4859851</b>

Le montant principal pour 2023 est strictement composé de dépôts à terme.

**Note 10 -1 Autres passifs**

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les autres passifs se composent des éléments suivants :

	2023 EUR	2022 EUR
Créanciers privilégiés (note 2.10)	2540883	3175167
Autres créanciers <sup>(1)</sup>	18133503	9629780
	<b>20674386</b>	<b>12804947</b>

<sup>(1)</sup> Les autres dettes sont principalement composées de provisions pour primes, impôts et charges à payer aux fournisseurs.

### Note 11 - Capital souscrit et prime d'émission

Aux 31 décembre 2023 et 2022, le capital autorisé et entièrement libéré de la Banque s'élève à 33214000 EUR et est représenté par 33214 actions d'une valeur nominale de 1000 EUR pièce.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, le montant des primes d'émission s'élève à 8467704 EUR.

### Note 12 - Fonds propres

Les variations des fonds propres sont détaillées comme suit :

	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale <sup>(1)</sup>	Autre Réserves*	Résultats reportés	Résultat de l'exercice
<b>Situation au 31 décembre 2022</b>	<b>33214000</b>	<b>8467704</b>	---	<b>209621</b>	<b>(11289005)</b>	<b>(1029567)</b>
Augmentation de capital						
Pertes relatives à la différence de change entre 2022 et 2023 au Royaume-Uni	---	---	---	(4445)	<b>(1029567)</b>	<b>1029567</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent <sup>(2)</sup>						
Résultat de l'exercice						<b>(1221414)</b>
<b>Situation au 31 décembre 2023</b>	<b>33214000</b>	<b>8467704</b>	---	<b>205176</b>	<b>(12318572)</b>	<b>(1221414)</b>

(1) Conformément à la législation luxembourgeoise, la Banque est tenue d'affecter à titre de réserve légale un montant équivalent à au moins 5 % du bénéfice net annuel (après déduction des pertes reportées). Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint 10 % du capital social. L'affectation à la réserve légale s'effectue l'année qui suit l'exercice fiscal au terme duquel le bénéfice a été constaté. La réserve légale n'est pas distribuable.

(2) Selon le rapport de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires daté du 15 mai 2023.

### Note 13 - Dettes libellées en devises étrangères

Au 31 décembre 2023, le montant global des éléments du passif de la Banque, libellés dans une monnaie autre que l'euro, après conversion en euros, s'élève à 247239340 EUR (2022 : 217184903 EUR).

### Note 14 - Système de garantie des dépôts

Le 18 décembre 2015, la nouvelle loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit, ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (par la suite « la Loi ») a été approuvée. Cette Loi transpose en droit luxembourgeois la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, ainsi que la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs.

La Loi a remplacé l'ancien système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (« Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg » – AGDL) et mis en place un nouveau système contributif de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs. Le nouveau système garantit l'ensemble des dépôts éligibles d'un même déposant jusqu'à concurrence d'un montant de 100000 EUR et les investissements jusqu'à concurrence d'un montant de 20000 EUR.

Le système prévoit deux mécanismes de contribution distincts : le « Fonds de résolution Luxembourg » (FRL) et le « Fonds de garantie des dépôts Luxembourg » (FGDL).

Le montant des moyens financiers du FRL devra atteindre, d'ici la fin de l'année 2024, au moins 1 % des dépôts garantis, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, numéro 36, de la Loi, de l'ensemble des établissements de crédit agréés dans les Etats membres participants. Ce montant sera collecté auprès des établissements de crédit par le biais de contributions annuelles au cours des exercices 2015 à 2023.

Le niveau de financement cible du « Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg » (FGDL), fixé à 0,8 % des dépôts couverts des établissements de crédit concernés tel que prévu à l'article 163, alinéa 8 de la Loi, devait être atteint d'ici la fin de l'année 2018 par le biais de contributions annuelles. Les contributions devaient être versées sous forme de paiements annuels au cours des exercices 2016 à 2018. Lorsque le niveau de 0,8 % est atteint, les établissements de crédit luxembourgeois doivent continuer à contribuer pendant 8 années afin de constituer une soupape de sécurité supplémentaire de 0,8 % des dépôts couverts, tel que défini à l'article 163, alinéa 8 de la Loi.

Pour l'exercice 2023, la contribution de la Banque au FRL/FGDL se monte à 221700 EUR (2022 : 409979 EUR), ce montant étant comptabilisé dans les « autres charges d'exploitation » (Note 19).

### Note 15 - Passifs éventuels

Au 31 décembre 2023 et 2022, les passifs éventuels recensés dans les comptes hors bilan comprennent essentiellement les postes suivants :

	2023 EUR	2022 EUR
Cautionnements et actifs donnés en garantie	20356787	31551056
- en faveur de parties liées	120701	120701
- en faveur de tiers	20236086	31430355

### Note 16 - Engagements

Au 31 décembre 2023, la Banque a pris les engagements suivants : engagements de loyer pour les 12 prochains mois pour un montant de 907106 EUR.

### Note 17 - Opérations liées aux taux de change

Au 31 décembre 2023, la Banque est engagée dans des opérations liées à des taux de change de la manière suivante :

	Jusqu'à 3 mois EUR	3 à 12 mois EUR	Total EUR
<b>Opérations liées aux taux de change :</b>			
Opérations à terme (montant notionnel)	221970690	-	221970690
Opérations à terme (juste valeur)	234321	-	234321

Au 31 décembre 2022, la Banque était engagée dans des opérations liées à des taux de change de la manière suivante :

	Jusqu'à 3 mois EUR	3 à 12 mois EUR	Total EUR
<b>Opérations liées aux taux de change :</b>			
Opérations à terme (montant notionnel)	54472991	19677200	74150191
Opérations à terme (juste valeur)	68532	11556	80088

### Note 18 - Services de gestion de placement et de fonctions de chef de file

La Banque propose, entre autres, les services suivants de placement et gestion destinés aux tiers :

- Gestion de portefeuille
- Opérations fiduciaires
- Crédit aux clients

### Note 19 - Autres produits et charges d'exploitation

Ces rubriques se composent comme suit :

Autres produits d'exploitation	2023 EUR	2022 EUR
Sous-location de bureaux	657914	664662
Refacturation de frais administratifs	307381	373002
Autres produits	229813	86590
Impôts liés aux exercices antérieurs	34567	---
	<b>1229675</b>	<b>1124255</b>

<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>2023 EUR</b>	<b>2022 EUR</b>
Contribution au FRL/FGDL du Luxembourg, de la France et de l'Espagne	(348785)	(409979)
Pertes d'exploitation et frais connexes	(201717)	(105521)
Autres charges	(271795)	(187282)
	<b>(822296)</b>	<b>(702782)</b>

### **Note 20 - Honoraires du réviseur d'entreprises agréé**

Les honoraires du réviseur d'entreprises agréé à payer par la Banque pour les exercices 2023 et 2022 se ventilent comme suit :

	<b>2023 EUR</b>	<b>2022 EUR</b>
Audit légal des comptes annuels	197500	147091
Autres services d'assurance	12500	45000
Services fiscaux	0	-
	<b>210000</b>	<b>192091</b>

### **Note 21 - Effectifs**

Le nombre de personnes employées (ETP) en moyenne au cours des exercices 2023 et 2022 se ventile comme suit :

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Direction	4	4
Personnel cadre	19	18
Collaborateurs	21	13
	<b>44<sup>(1)</sup></b>	<b>35<sup>(1)</sup></b>

<sup>(1)</sup> Nombre de personnes employées en moyenne au Luxembourg. Au 31 décembre 2023, les succursales de Paris, Madrid et Londres comptaient respectivement 21, 44 et 19 collaborateurs (2022 : respectivement 18, 30 et 13 collaborateurs).

### **Note 22 - Rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration et de la direction générale**

Les rémunérations versées aux membres de la direction générale pour chaque exercice eu égard aux fonctions exercées s'établissent comme suit :

	<b>2023 EUR</b>	<b>2022 EUR</b>
Membres de la direction générale	2719711	2295832

### **Note 23 - Crédits et avances consentis aux membres des instances dirigeantes de la Banque**

Aux 31 décembre 2023 et 2022, aucun crédit ni avance n'a été alloué aux membres de la Direction ou au Personnel cadre.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, aucun crédit ni avance n'a été alloué aux membres du Conseil d'administration.

### **Note 24 - Informations complémentaires sur les instruments financiers**

#### **24.1. Instruments financiers primaires**

##### **24.1.1. Instruments financiers primaires non détenus à des fins de négociation**

Au 31 décembre 2023, les actifs financiers primaires non détenus à des fins de négociation (avant correction de valeur) et les passifs financiers, comptabilisés en fonction de leurs échéances résiduelles, se présentent comme suit :

<b>Actifs financiers</b>	<b>Jusqu'à 3 mois EUR</b>	<b>3 à 12 mois EUR</b>	<b>1 à 5 ans EUR</b>	<b>Plus de 5 ans EUR</b>	<b>Total EUR</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	278000000	---	---	---	278000000
Créances sur les établissements de crédit	10383690	220813	---	---	10604503
Créances sur la clientèle	139047120	7900000	---	---	146947120
Titres de créances (Obligations) et autres titres à revenu fixe	57655405	---	---	---	57655405
	<b>485086215</b>	<b>8120813</b>	---	---	<b>493207028</b>

  

<b>Passifs financiers</b>	<b>Jusqu'à 3 mois EUR</b>	<b>3 à 12 mois EUR</b>	<b>1 à 5 ans EUR</b>	<b>Plus de 5 ans EUR</b>	<b>Total EUR</b>
Dettes envers les établissements de crédit	208330371	---	---	---	208330371
Dettes envers la clientèle	255457081	3025019	---	---	258482100
Passifs éventuels	20356787	---	---	---	20356787
	<b>484144239</b>	<b>3025019</b>	---	---	<b>487169258</b>

## 24.1. Instruments financiers primaires (suite)

### 24.1.1. Instruments financiers primaires non détenus à des fins de négociation (suite)

Au 31 décembre 2022, les actifs financiers primaires non détenus à des fins de négociation (avant correction de valeur) et les passifs financiers, comptabilisés en fonction de leurs échéances résiduelles, se présentent comme suit :

<b>Actifs financiers</b>	<b>Jusqu'à 3 mois EUR</b>	<b>3 à 12 mois EUR</b>	<b>1 à 5 ans EUR</b>	<b>Plus de 5 ans EUR</b>	<b>Total EUR</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	91430712	---	---	---	91430712
Créances sur les établissements de crédit	20498112	---	---	---	20498112
Créances sur la clientèle	179264858	---	---	---	179264858
Titres de créances (Obligations) et autres titres à revenu fixe	149437812	---	---	---	149437812
	<b>440631494</b>	---	---	---	<b>440631494</b>

  

<b>Passifs financiers</b>	<b>Jusqu'à 3 mois EUR</b>	<b>3 à 12 mois EUR</b>	<b>1 à 5 ans EUR</b>	<b>Plus de 5 ans EUR</b>	<b>Total EUR</b>
Dettes envers les établissements de crédit	4878506	---	---	---	4878506
Dettes envers la clientèle	416795797	---	---	---	416795797
Passifs éventuels	31551056	---	---	---	31551056
	<b>453225360</b>	---	---	---	<b>453225360</b>

## 24.2. Instruments financiers dérivés

Voir note 17.

## 24.3. Risque de crédit

Le risque de crédit auquel est exposée la Banque concerne essentiellement les créances sur les établissements de crédit et les clients. Le montant de l'exposition au risque de crédit relatif à ces actifs est représenté par leur valeur comptable, nette de correction de valeur.

Les garanties et les crédits confirmés non utilisés des clients constituent également un risque de crédit pour la Banque.

L'exposition au risque de crédit de la Banque au 31 décembre 2023 s'analysait comme suit :

	Exposition au risque EUR	Garanties reçues EUR	Exposition nette au risque EUR
Créances sur les établissements de crédit	10604503	---	10604503
Créances sur la clientèle	146947120	(126576051)	20371069
	<b>157551623</b>	<b>(126576051)</b>	<b>30975572</b>

Les établissements de crédit et les clients se situent pour l'essentiel dans des Etats membres de l'Union européenne et dans d'autres pays membres de l'OCDE, ainsi que dans des pays ayant conclu des accords spéciaux de prêt avec le Fonds monétaire international (FMI) et dans le cadre des accords généraux d'emprunt du FMI.

Les garanties sont constituées principalement de dépôts en espèces ou de titres déposés auprès de la Banque. Au 31 décembre 2023, la valeur de marché totale des garanties reçues au titre de crédits et avances consentis à la clientèle s'élève à 583562394 EUR en valeur brute (2022 : 655805407 EUR), soit 126576051 EUR en valeur nette (2022 : 295596503 EUR) moyennant le respect des conditions réglementaires et après application des décotes.

### 24.3. Risque de crédit (suite)

L'exposition au risque de crédit de la Banque au 31 décembre 2022 s'analysait comme suit :

	Exposition au risque EUR	Garanties reçues EUR	Exposition nette au risque EUR
Créances sur les établissements de crédit	20498112	---	20498112
Créances sur la clientèle	179264858	(158227400)	21037458
	<b>199762970</b>	<b>(158227400)</b>	<b>41535570</b>

Les établissements de crédit et les clients se situent pour l'essentiel dans des Etats membres de l'Union européenne et dans d'autres pays membres de l'OCDE, ainsi que dans des pays ayant conclu des accords spéciaux de prêt avec le Fonds monétaire international (FMI) et dans le cadre des accords généraux d'emprunt du FMI.

Les garanties sont constituées principalement de dépôts en espèces ou de titres déposés auprès de la Banque.

### Note 25 - Rendement des actifs

La Banque publie, conformément à l'article 38-4 de la Loi relative au secteur financier, un rendement des actifs de 0,24 % pour l'exercice 2023 et de -0,22 % pour l'exercice 2022.

### Note 26 - Evénements postérieurs à la date de clôture

Depuis la fin de l'exercice, aucun événement important susceptible d'avoir un impact sur les comptes annuels au 31 décembre 2023 n'est à signaler.

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public auprès de MIRABAUD & CIE (EUROPE) S.A. 13, avenue Hoche - 75008 PARIS.